

Sommaire

AFRIQUE	Agriculture	ABC BURKINA.net	p 02
PAS DE JUSTICE ALIMENTAIRE SANS JUSTICE ENVERS LES PAYSANS			
TOGO	Agriculture	AFRISCOOP	p 02
L'AVENIR DE LA PLANETE SE JOUE AUSSI EN AFRIQUE !			
TOGO	Armée-FAT	LA REPUBLIQUE DES PYRENEES, REPUBLICOFTOGO.com, AFRIQUINFOS, AFRIK.com	p 03
DEGÂTS COLLATERAUX...			
DE LA FRANCAFRIQUE A L'EUROAFRIQUE !			
LE DERNIER GAG DU COMMANDEMENT DES FAT.			
LES FAT OBJET DE TOUTES LES ATTENTIONS !			
TOGO	Coopération	Le TOGOLAIS.com	p 04
FRANÇAFRIQUE : REVELATIONS COLLATERALES... !			
TOGO	CVJR	KANAL K - FENETRE SUR L'AFRIQUE – Le TOGOLAIS.com, LIBERTE, MO5-Togo	p 05
DEFIANCE DE LA DIASPORA A L'EGARD DE FAURE GNASSINGBE ET DU RPT !			
LE RPT N'EST PAS RECONCILIABLE AVEC LE PEUPLE TOGOLAIS !			
TOGO	Economie	QUESTAF News, LYNX.INFO – LIBERTE HEBDO	p 06
OU PASSE DONC L'ARGENT DU TOGO !			
REDEMARE : LE CHEMIN DE LA VERITE EST PARFOIS LONG MAIS... !			
TOGO	Enseignement	LIBERTE HEBDO-TOGOSITE	p 07
DE LA PAUVRETE DE LA NOURRITURE INTELLECTUELLE AU TOGO... !			
L'ARRESTATION D'ADOU SEÏBOU, PREFIGURE-T-ELLE LES EFFETS DU RECADRAGE INSTITUTIONNEL ?			
TOGO	Politique	AFRISCOOP, Le CHANGEMENT, LIBERTE, TOGOSITE,	p 08
ELARGISSEMENT DES FRONTS DE LA CONTESTATION AU TOGO !			
FAURE TROUVE UN BOUC EMISSAIRE POUR DEFAIRE LES NŒUDS DE L'AFFAIRE KPATCHA !			
L'OPPOSITION SE CHERCHE... MAIS NE S'Y RETROUVE PAS !			
LES INSTITUTIONS TOGOLAISES A L'EPREUVE DU JEU ANTI-DEMOCRATIQUE !			
APRES LA LOI LIBERTICIDE LA CONSTITUTION TRIPATOUILLEE !			
DISPARITION DE GASTON VIDADA, UNE NOUVELLE AFFAIRE AGBOBLI ?			
TOGO	Social-Santé	LIBERTE HEBDO-TOGOSITE ,	p 11
LA FORCE ARMEE REMPLACE LE DIALOGUE SOCIAL			
MISERERE TOGO !			



Donald DONISEN Liberté

AFRIQUE Agriculture

ABC BURKINA.net : PAS DE JUSTICE ALIMENTAIRE SANS JUSTICE ENVERS LES PAYSANS - RETENEZ BIEN CETTE EXPRESSION : « PRÉLÈVEMENT VARIABLE »

Ecrit par Maurice OUDET, ABC BURKINA.net, 3 juin 2011 : <http://www.abcburkina.net/fr/nos-dossiers/vu-au-sud-vu-du-sud/810-423-pas-de-justice-alimentaire-sans-justice-envers-les-paysans>

Morceaux choisis : «...Cette crise alimentaire que nous vivons, et la flambée des prix des denrées alimentaires, est le fait d'une absurde injustice mondiale ». Ainsi, chaque jour, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim, alors que « notre monde produit suffisamment de nourriture pour tous et toutes... ».

FF : CONTRE LE DESORDRE DU MARCHÉ LA REGULATION PLUS QUE JAMAIS A L'ORDRE DU JOUR ! Cet article rappelle opportunément que ceux qui souffrent de la faim dans le monde sont majoritairement des paysans (700 millions sur 1 milliard de personnes concernées) et réaffirme ainsi l'absurdité d'un système incapable de satisfaire les besoins vitaux de ceux qui sont censés nourrir la planète. Il semble bien y avoir urgence dans les pays en développement, particulièrement en Afrique, pour que les gouvernements prennent en compte le problème majeur du développement d'une agriculture moderne, soutenue par des politiques nationales et régionales de développement agricole. Celles-ci doivent être dotées de véritables instruments de régulation qui assurent à la fois des revenus décents aux agriculteurs et soustraient les productions agricoles du diktat de la loi du marché, de plus en plus dominé par la spéculation financière qui s'exerce à la fois au détriment des producteurs et des consommateurs. Les « Caisses de Péréquation » liquidées dans les années 60-70 à la demande du FMI et de la Banque Mondiale, jouaient en leur temps un rôle positif duquel on pourrait encore s'inspirer aujourd'hui... On se demande où sont les associations des producteurs de matières premières ?

Togo Agriculture-Accaparement des terres

AFRISCOOP : L'ACCAPAREMENT DES TERRES RECOLONISE L'AFRIQUE : LE TOGO S'Y ENFONCE A PETITS COUPS !

Reportage réalisé par Edem GADEGBEKEU, AFRISCOOP, 30 mai 2011 : <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article3777>

Morceaux choisis : «...Le plus clair du temps, ces multinationales opèrent dans un environnement où la terre agricole et fertile est disponible, et la gouvernance foncière, médiocre. Selon un rapport de la Banque Mondiale, l'Afrique est particulièrement ciblée pour l'accaparement des terres ; d'autant plus qu'environ 201 des 445 millions d'hectares de terres convenables à l'agriculture dans le monde, se trouvent sur le continent noir ... »

FF : L'AVENIR DE LA PLANETE SE JOUE AUSSI EN AFRIQUE ! A travers l'exemple relaté ici du petit village de Tové, tout semble s'éclaircir lorsque l'on considère - malgré des apparences trompeuses - que l'Afrique dispose seule de la moitié du réservoir de terres cultivables recensées sur la planète. Dans un monde où l'expansion démographique est exponentielle (on nous promet 9 milliards d'êtres humains à l'horizon 2030), voilà une richesse qui semble appelée à devenir plus stratégique, en termes de développement, que les matières premières du continent noir, tant convoitées hier par les pays développés, aujourd'hui par les pays émergents, qu'ils viennent chercher à prix d'or. Mais souvent au prix des larmes et du sang pour les populations africaines concernées. Il est donc important de sensibiliser les communautés rurales et travailler à leur conscientisation des atouts dont elles disposent, qui peuvent constituer demain une source fiable de développement individuel et collectif. A une condition ! Il faut faire barrage aux projets hautement rémunérateurs des multinationales en tous genres, qui ne sont motivées que par un seul objectif : le rendement maximal en termes de bénéfices et de profits au mépris des considérations sociales et environnementales. En développant la résistance à l'attrait - souvent tentant pour des populations démunies - de la distribution de prébendes en contrepartie d'une carte blanche laissée ensuite aux opérateurs pour leur profit exclusif, il est possible de construire des projets viables. Ceux-ci doivent répondre aux impératifs de la dimension économique capitalistique et satisfaire les besoins de développement individuel et collectif

des communautés rurales concernées, en termes de : suffisance alimentaire et production de surplus destinés à l'échange commercial, d'emploi, d'infrastructures, d'équipements, de santé, de formation... ! Voilà où se trouve peut-être la vraie richesse de l'Afrique du XXI^{ème} siècle ! Il n'y a pas de solution sans poser le problème du « foncier ».

Togo Armée – FAT

LA REPUBLIQUE DES PYRENEES : UN MILITAIRE BEARNAIS DECEDE AU TOGO

Publié par La REPUBLIQUE des PYRENEES, 8 juin 2011 <http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2011/06/08/un-militaire-bearnais-decede-au-togo.197910.php>

Morceaux choisis : «...Chef de bataillon, Stéphane Brun, 40 ans, servait depuis 2004 au sein du 11e RAMA (régiment d'artillerie de marine est basé à Saint-Malo. Il vient de décéder, accidentellement, à Lomé, au Togo, où ce militaire béarnais se trouvait depuis 2009... »

FF : DEGÂTS COLLATERAUX... Il est rare de voir des militaires français décéder dans l'exercice de leurs fonctions au Togo, qui sert de base arrière de la force Licorne en Côte d'Ivoire depuis plusieurs années. La dépêche ne précise pas si le militaire est mort dans l'exercice de ses fonctions... Des militaires français sont donc bien présents au Togo. Pour protéger qui ?

REPUBLICOFTOGO.com : LE NOUVEAU PARTENARIAT DE DEFENSE ADOPTE

Publié par REPUBLICOFTOGO.com, le 07 juin 2011 : <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Diplomatie/Le-nouveau-partenariat-de-defense-adopte>

Morceaux choisis : «...Les députés ont adopté mardi la loi relative à l'accord de défense entre la France et le Togo signé le 13 mars 2009. Elle remplace celle du 10 juillet 1963 ainsi que la convention relative à la participation des forces armées françaises au maintien de l'ordre au Togo, signé le 5 mars 1958...»

FF : PROTECTION RENOUVELEE ET ELARGIE DU TOGO PAR LA FRANCE ! Parmi les clauses affichées dans le nouveau partenariat de défense entre la France et le Togo, figure la non-intervention en cas de crise intérieure. Si l'accord le dit, alors il ne reste qu'à la croire... Mais les togolais ne sont pas près d'oublier qu'en 2010, au moment de l'élection présidentielle, la FOSEP (Force de sécurité de l'Election Présidentielle) a été armée et dotée par la France, notamment en ce qui concerne les équipements modernes de maintien de l'ordre. Les Loméens ont pu constater que la FOSEP a largement servi à matraquer et noyer sous des nuages de gaz lacrymogènes, les manifestations pacifiques de l'opposition pour exiger la Vérité des Urnes en contestant les résultats contestables de l'élection présidentielle. Ils ont aussi pu constater que la même FOSEP a servi à dérober les équipements informatiques dont s'était doté le FRAC pour compiler les résultats des procès-verbaux des bureaux de vote. La neutralité affichée dans le nouvel accord demande donc à être démontrée, ce qui n'est pas encore le cas. Mais un autre élément semble être passé inaperçu en matière de sécurité collective. Le nouveau partenariat ouvre la porte à de possibles « contributions européennes futures » et à la possibilité d'activités communes avec d'autres Etats de l'Union Africaine ou de l'Union Européenne. Il semble que l'on est peut-être en train d'assister en matière de défense à une lente mutation de la « Françafrique »...

AFRIQUINFOS : UNE POLICE MILITAIRE DESORMAIS AU TOGO

Ecrit par AFRIQUINFOS, 7 juin 2011 : <http://www.afriquinfos.com/articles/2011/6/7/togo-179537.asp>

Morceaux choisis : «...Une unité de Police militaire a été instituée au Togo pour rappeler à l'ordre les militaires, a rapporté lundi la télévision nationale togolaise...»

FF : LE DERNIER GAG DU COMMANDEMENT DES FAT. Dans les états démocratiques modernes les Polices Militaires ont pour objet de s'assurer du bon comportement des militaires en toutes circonstances, dans

l'exercice de leurs fonctions ou en dehors de ce cadre. On nous indique ici que cette nouvelle PM aura pour mission de vérifier les autorisations de sortie et la conformité aux normes l'habillement militaire des hommes en tenue. On ne nous dit pas si l'Etat-Major a pensé à se préoccuper du racket à la circulation dont sont souvent victimes de manière abusive les taxis, les zémidjans, les camions ou les simples particuliers ? Il est vrai que le « café » des « mon pays » est aujourd'hui devenu légendaire, au point d'être cité dans certains guides touristiques... On se demande devant quel tribunal les plaintes seront déposées et qui va porter plainte ? Contre qui ? La police militaire contre les militaires ? Au Togo ? Une vaste blague !

AFRIK.com : DES OFFICIERS AMERICAINS EN VISITE AU TOGO DANS LE CADRE D'UNE COOPERATION

Ecrit par AFRIK.com, 26 mai 2011 : <http://www.afrik.com/breve31327.html>

Morceaux choisis : «...Une dizaine d'officiers américains séjournent depuis lundi à Lomé, la capitale du Togo, dans le cadre d'une coopération militaire avec les Forces armées togolaises (FAT)...»

FF : LES FAT OBJET DE TOUTES LES ATTENTIONS ! Après le nouvel accord de défense avec la France voici des militaires américains en train de coopérer avec les FAT de Lomé à Pya...et l'annonce d'une nouvelle visite de militaires américains en juillet. Cela semble bouger beaucoup au sein des FAT. Y aurait-il des problèmes en perspective... ? Travailler avec les militaires américains n'est jamais sans conséquence !

Togo Coopération

Le TOGOLAIS.com : AMITIE FRANCE -TOGO : PYROMANE OU POMPIER

Ecrit par La rédaction LETOGOLAIS.com, 14 juin 2011 : <http://www.letogolais.com/article.html?nid=4498>

Morceaux choisis : «...C'est sur ordre du cabinet de Luc Ferry qu'a été décidée en 2003, la mise à disposition de Charles DEBBASH, ancien doyen de la faculté de droit d'Aix en Provence, en tant que professeur titulaire de classe exceptionnelle au Togo au sein des universités de Lomé et de Kara, avec un traitement mensuel de 5000 €...»

FF : FRANCAFRIQUE : REVELATIONS COLLATERALES... ! À moins d'un an de l'élection présidentielle de 2012, dans la lignée de l'affaire STRAUSS-KAHN et selon l'application du principe de « droit de suite », la France politique n'en finit pas de faire remonter à la surface les arcanes de la gouvernance, avec des remugles qui en disent long sur la teneur du débat présidentiel qui se profile en perspective. Ainsi, l'ancien ministre de l'Education de Jacques CHIRAC, Luc FERRY, philosophe de son état mais pas forcément inspiré par la philosophie des « lumières », a récemment fait parler de lui provoquant une réaction qui ne s'est pas fait attendre. Voilà FERRY très accroché - preuves à l'appui - dans une affaire personnelle d'emploi fictif. À tel point que le Premier ministre français, en personne et en urgence, a dû voler à son secours pour payer les « salaires présumés » à l'université dans laquelle FERRY a « oublié » depuis plusieurs années d'aller donner des cours. La presse française a découvert qu'il semble être un spécialiste en matière d'emplois fictifs. C'est lui-même qui en 2003, semble-t-il sur ordre de CHIRAC, avait élaboré la convention de détachement du sorcier Blanc au Masque Noir, Charles DEBBASH, comme professeur auprès des universités de Kara et de Lomé avec un modeste salaire de 3.279.785 F CFA (5.000€).

Les professeurs d'université togolais, au salaire vingt fois moindre, seront ravis d'apprendre que le très « apprécié » conseiller de Faure avec titre de Ministre, Charles DEBBASH, concepteur des turpitudes constitutionnelles et juridiques de la République togolaise, est aussi un éminent confrère « **professeur titulaire de classe exceptionnelle** » payé trois millions en étant exempté de cours. Il n'y a que le salaire de DEBBASH qui semble exceptionnel. Charles DEBBASH semble insatiable pour manger à tous les râteliers. Lors de l'affaire de la manutention du port de Lomé, soldée en 2007 par l'éviction des sociétés de Jacques DUPUYDAUBY au profit de celles de Vincent BOLLORE - célèbre ami de Nicolas SARKOZY - on se souvient que Jacques DUPUYDAUBY a publié sur son blog les copies de nombreux versements effectués à Charles

DEBBASH et selon leur auteur aussi peu justifiés que son salaire de professeur.¹ En politique les hasards sont rares et chaque action a un sens. Pour parfaire le tableau des « Debbasheries » actuellement en cours, faut-il voir un lien entre la visite au Togo, du 24 au 30 juin prochain, de Christophe GUILLOTEAU, député UMP et président du Groupe d'amitié France-Togo à l'Assemblée nationale française et les débats en cours à l'Assemblée nationale ? Cette visite, programmée dans la période même où l'Assemblée nationale du Togo s'apprête à procéder à une nouvelle modification de la Constitution Togolaise, visant à renforcer la mainmise de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire, ressemble presque à un adoubement de la manœuvre du pouvoir RPT/AGO. Ceci alors même que la réintégration de 9 députés de l'ANC injustement exclus de l'Assemblée nationale n'est toujours pas prononcée. Un « hasard » encore, si l'on considère que cette exclusion permet au clan RPT/AGO d'obtenir la majorité de 4/5 des députés, indispensable pour modifier la constitution. Rappelons que Christophe GUILLOTEAU était la seule personnalité représentant officiellement le président SARKOZY lors de la cérémonie d'investiture de Faure GNASSINGBE en 2010...

Togo C.V.J.Réconciliation

KANAL K - FENETRE SUR L'AFRIQUE – Le TOGOLAIS.com : **DIASPORA: ISIDORE LATZOO RECUSE LE CVJR ET REFUSE L'INVITATION DE MGR BARRIGAH**

Fenêtre sur l'Afrique, Radio KANAL K, 11 juin 2011 : <http://www.letogolais.com/article.html?nid=4497>

Morceaux choisis : «...nous savons que cette commission ne donnera rien de bon... c'est une véritable imposture, une comédie pour permettre à Faure Gnassingbé de pérenniser son régime au Togo". " On ne peut inviter ou obliger les gens à se réconcilier tout en continuant à les brimer... ».

FF : DEFIANCE DE LA DIASPORA A L'EGARD DE FAURE GNASSINGBE ET DU RPT ! Isidore LATZOO, Président du Comité Togolais de Résistance CTR, ne s'est pas trompé. Echaudée par tant de manœuvres de récupération et de manipulations du RPT à son égard depuis des décennies, la diaspora togolaise a appris depuis longtemps, souvent à ses dépens, à savoir trier le bon grain de l'ivraie. Ainsi rencontre après rencontre, l'initiative de la tournée de la CVJR confirme bien le fiasco de cette énième opération de tentative de récupération de la diaspora. Les togolais de la diaspora sont toujours plus nombreux à penser qu'il n'y a pas de coopération possible avec la dictature du Togo. Faure GNASSINGBE ne pourra même pas se prévaloir de la réconciliation nationale vis-à-vis de la communauté internationale. Le passif du bilan ne cesse de s'alourdir...



Manifestation Diaspora Togolaise Paris 2011

LIBERTE : TOURNEE DE LA CVJR EN EUROPE LES TOGOLAIS DE LA DIASPORA BOUDENT LES RENCONTRES DE MGR BARRIGAH ET DE SA DELEGATION

¹ Informations contenues sur Blog de Jacques DUPUYDAUBY :
<http://idupuydauby.wordpress.com/category/debbasch/factures/>, accédé le 15 juin 2011.

Écrit par Olivier ADJA, LIBERTE HEBDO, 9 juin 2011 :

http://www.libertetg.com/contenus.php?id_art=121&content=1&tabloo=une_princ

Morceaux choisis : «...Mais en réalité, cette mission européenne est en train de connaître des débuts poussifs. Puisqu'en Afrique on ne dit pas à un adulte qu'il ment, encore moins à un prélat, alors on dira à Mgr Barrigah et ses amis, qu'ils sont en train de maquiller la vérité ...»

MO5-Togo : CVJR-TOURNEE DIASPORA : LA RENCONTRE DE BRUXELLES A FAIT UN FLOP

Écrit par Kakla Dzaka, MO5-TOGO, 06 Juin 2011, <http://www.mo5-togo.com/actualites/2733-cvjr-tournee-diaspora-la-rencontre-de-bruxelles-a-fait-un-flop.html?d74cce44e121977e49863bb5e892f512=e36e0129c734f55f3315cac31d714469>

Morceaux choisis : «...Rien que la Belgique compte plus d'un millier, mais à peine 17 personnes (y compris le personnel de l'Ambassade) ont assisté à la rencontre publique le samedi 4 dernier dans la salle de conférence de l'Hôtel Président, un des plus luxueux et coûteux du pays. Le message n'a pas passé. C'était comme si la rencontre devrait juste servir d'alibi...»

FF : LE RPT N'EST PAS RECONCILIABLE AVEC LE PEUPLE TOGOLAIS ! Il serait préférable, non pas, comme le dit le communiqué de la CVJR que son programme soit « *plein comme un œuf* », mais surtout que les rencontres avec la diaspora fassent salle pleine. Il semble selon les observateurs, que nous soyons très loin du compte. Partout où passent les représentants de la CVJR, c'est le flop absolu en matière de fréquentation de la diaspora (17 personnes présentes en Belgique, à peine plus en Allemagne) quand on a retiré les personnels des représentations diplomatiques ou consulaires. Qui peut s'étonner, hormis les naïfs, d'une telle défiance de la diaspora, y compris à l'égard d'une organisation pourtant présidée par un prélat ? Surtout après que la diaspora ait été ignorée et non prise en compte dans le dernier recensement de la population togolaise, puis devant le refus récurrent des autorités politiques de l'intégrer sur les listes électorales et faire des togolais de l'étranger des citoyens du Togo à part entière. La diaspora compte pourtant environ plus d'un million et demi de compatriotes qui ne sont jamais associés au choix des dirigeants togolais. Par ailleurs les togolais de la diaspora qui suivent l'actualité togolaise au quotidien n'ont pas oublié le silence assourdissant du président de la CVJR lors de l'élection présidentielle de 2010, lorsque les militants de l'opposition subissaient jour après jour les exactions des forces de sécurité. Pourtant, quel meilleur moment qu'une élection pour parler de réconciliation nationale, si la démocratie peut s'exprimer. Mais démocratie et Togo sont pour l'instant deux entités antinomiques. Lors de la création de la CVJR, des sources bien informées ont porté à notre connaissance que Faure GNASSINGBE a tout tenté, à travers une intercession malienne, pour convaincre Desmond TUTU, qui avait présidé avec succès en obtenant des résultats probants, la CVJR en Afrique du Sud. Ce dernier qui connaît sans doute mieux le Togo que Faure, a flairé l'instrumentalisation et décliné poliment la proposition. N'est pas Desmond TUTU qui veut... ! De toute façon, Mgr BARRIGAH n'a invité personne au nom de CVJR mais en son nom personnel, y compris les membres du Conseil mondial de la Diaspora Togo (CMDT) qui ferait mieux de décliner l'offre...

TOGO ECONOMIE

QUESTAF.News : HAUSSE CONTINUE DES RECETTES DOUANIERES DEPUIS 2006

Publié par QUESTAF News, 14 Juin 2011 : http://www.ouestaf.com/Togo-hausse-continue-des-recettes-douanieres-depuis-2006_a3667.html

Morceaux choisis : «... Jusqu'à 2006, la douane n'avait jamais dépassé la barre de 80 milliards de recettes. En 2006, nous avons collecté 92 milliards, puis 105 milliards en 2007, 112 en 2008, 123 en 2009 et 133 en 2010...» «...Pour les cinq premiers mois de l'année courante on est déjà à 63 milliards », a par ailleurs précisé M. BIDAMON...»

FF : OU PASSE DONC L'ARGENT AU TOGO ! Les togolais sont heureux d'apprendre de la bouche de Marc Abli BIDAMON - le seul Directeur Général des Douanes au Monde qui ait cumulé plusieurs années cet emploi avec celui de Directeur Général de TOGOCEL premier opérateur de téléphonie mobile du Togo, jusqu'à ce que la Banque Mondiale et de FMI réclament une remise en ordre - que les recettes douanières ne cessent de

grimper au Togo. Ils sont moins heureux quand ils constatent que le budget du Togo reste, lui, invariablement bloqué au même niveau depuis des années. Ou passe donc l'argent ? C'est la question qu'ils se posent tous... Il ne faut pas oublier aussi comment l'investissement allemand au port de Lomé a été bradé à une multinationale française qui doit certainement aussi émerger...

LYNX.INFO – LIBERTE HEBDO : REDEMARE : TROIS ECONOMISTES DE RENOM DONNENT RAISON A SAMA ESSOHLON

Ecrit par Tino KOSSI, LIBERTE HEBDO, publié par LYNX-INFO, 11 Juin 2011 : <http://www.lynxtogo.info/economie/1292-redemare-trois-economistes-de-renom-donnent-raison-a-sama-essohamlon.html>

Morceaux choisis : «...Le Monsieur a été arrêté, sa société fermée et les adhérents remboursés. Et pourtant le produit proposé n'était pas aussi nocif comme on le faisait croire. Mieux, le système est viable et participe énormément à la réduction de la pauvreté. Ce ne sont pas des allégations de journaliste, mais les conclusions d'une étude entreprise par des experts togolais en économie, professeurs d'université sur le modèle d'économie sociale de marché commun proposé par M. Sama Essohamlon, et précisément sur sa solvabilité sur le long terme et son impact sur la réduction de la pauvreté au Togo...»

FF : REDEMARE : LE CHEMIN DE LA VERITE EST PARFOIS LONG MAIS... ! Dans une analyse du 9 décembre 2010 intitulée « Le gouvernement RPT/AGO nationalise ReDeMaRe - Halte à l'arbitraire et aux tortures gratuites », CVU-togo-diaspora avait mis en évidence l'arbitraire qui sous-tendait la décision du gouvernement d'emprisonner M. SAMA, affirmait que « *libérer SAMA, ce n'est que justice face à l'arbitraire de l'état RPT/AGO* » et demandait sa libération immédiate. L'analyse que viennent de produire trois économistes sérieux semble confirmer ce que CVU-Togo-Diaspora a déjà rappelé qui n'est rien d'autre qu'un hold-up de l'Etat togolais sur ReDeMaRe et son patron M. SAMA. Forts de ce nouveau soutien de poids, nous espérons que le gouvernement relâchera dans les meilleurs délais M. Essohamlon SAMA, auquel nous renouvelons ici notre total soutien et pour lequel nous demandons une nouvelle fois sa libération immédiate et sans condition. La prise en charge des frais de remise à niveau sanitaire et les dommages moraux à la famille doivent être à la charge du Faure GNASSINGBE.

Togo Enseignement-Université

AfriSCOOP : LE GOUVERNEMENT CONFIRME L'ARRESTATION DU PRESIDENT DU MEET

Ecrit par Francis AMOUZOU, Rédaction AfriSCOOP Lomé, 15 juin 2011 : <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article3867>

Morceaux choisis : «...Dans son communiqué, le gouvernement Houngbo 2 a fait notamment remarquer que depuis lundi dernier, « *les têtes d'affiche du MEET se sont livrées à des manifestations violentes et non autorisées, alors même que des discussions tripartites ont abouti début juin à un consensus reconnu par toutes les parties (autour des maux universitaires)...*»

FF : L'ARRESTATION D'ADOU SEÏBOU, PREFIGURE-T-ELLE LES EFFETS DU RECADRAGE INSTITUTIONNEL ?

Contrairement aux affirmations du gouvernement RPT/AGO les problèmes qui constituent le socle des revendications des étudiants semblent loin d'être réglés. Le conflit s'éternise et le pouvoir reste sourd ! Il risque de faire un mauvais calcul s'il croit pouvoir régler le problème en arrêtant Adou SEÏBOU, président du Mouvement pour l'épanouissement de l'étudiant togolais, pour tenter de les faire rentrer dans le rang. Portés par la légitimité de leurs revendications et l'envie de les faire aboutir, il n'est pas sûr que la recherche d'un effet d'intimidation escompté, ne conduise pas à une radicalisation du conflit. Ceux qui ont jusqu'ici fait preuve de détermination et de maturité ne veulent pas s'arrêter au milieu du chemin de leur épanouissement, considérant que seule la lutte paie. Mais le tripatouillage constitutionnel en cours pourrait bien restreindre encore plus la liberté d'expression et renforcer la machine répressive au service du gouvernement RPT/AGO...

LIBERTE HEBDO-TOGOSITE : CRISE UNIVERSITAIRE AU TOGO - COMMENT L'ABSENCE DE DEMOCRATIE ET LE CYNISME DU POUVOIR RPT NUISENT A L'EMANCIPATION DU TOGOLAIS

Ecrit par Alain SIMOUBA, LIBERTE HEBDO, 8 juin 2011, <http://www.togosite.com/?q=node/1205>

Morceaux choisis : «...La semaine dernière, nous avons reçu un témoignage poignant confirmé par d'autres sources, à propos de la vie et de la philosophie de l'un des grands acteurs de l'Université de Lomé, en l'occurrence, son président. Si nous avons tenu à parler de cet homme dans nos colonnes, c'est pour rendre à César ce qui est à César...» «... ...»

FF : DE LA PAUVRETE DE LA NOURRITURE INTELLECTUELLE AU TOGO... ! En analysant la position semble-t-il difficile de M. Koffi AHADZI-NONOU, Président de l'Université du Bénin à Lomé, dans le conflit très dur qui l'oppose aux étudiants du campus de Lomé, cet article tente de montrer les ressorts particuliers qui sous-tendent les rapports ambigus entre le pouvoir politique et les responsables administratifs nommés par ce même pouvoir. Il montre que ces derniers disposent d'une marge de manœuvre quasi-nulle, qui entrave leur capacité et accessoirement leur volonté de résoudre les problèmes, dans l'intérêt de leurs administrés. L'année scolaire 2010-2011 aura été fortement perturbée et l'on espère que les étudiants n'en pâtiront pas trop dans leurs résultats scolaires. En attendant des jours meilleurs, les étudiants ont raison de lutter contre un pouvoir politique qui ne leur a jusqu'ici accordé aucune considération, pour revendiquer l'accroissement des moyens financiers et matériels attribués à l'enseignement supérieur. Il s'agit d'une question fondamentale qui concerne l'avenir du Togo. Un pays qui n'est pas capable de nourrir intellectuellement sa jeunesse est voué inexorablement au déclin et à la régression. On se demande où sont les partis politiques togolais qui tardent à soutenir la lutte des étudiants...

TOGO Politique

AFRISCOOP : LE REGIME DE FAURE GAGNE PRESQUE PAR LA TOURMENTE

Ecrit par Faustin AMOUSSOUVI, Rédaction AfriSCOOP Lomé, 13 juin 2011 : <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article3849>

Morceaux choisis : «...Depuis son accession au pouvoir dans des conditions « dramatiques » en 2005 (selon ses propres mots), c'est la première fois que Faure Gnassingbé fait face à un tir groupé de différents secteurs de la vie socio-économique locale. Tous revendiquent la même chose. Bénéficier un tout petit peu des subsides de la reprise de la coopération entre le Togo et ses principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux, depuis décembre 2007 !...»

FF : ELARGISSEMENT DES FRONTS DE LA CONTESTATION AU TOGO ! La réponse est OUI à la question que pose notre confrère en conclusion de son article : « Devant ce qui apparaît pratiquement comme un banditisme politique, Jean-Pierre Fabre et ses complices du Frac ont-ils ou non raison d'appeler le peuple à une grande manifestation mardi et jeudi prochains ? » A maintes reprises dans les analyses de CVU ou dans nos commentaires, nous avons affirmé que les considérations sociales et économiques constituaient un ressort important du vaste mouvement de contestation né au lendemain de l'élection présidentielle du 4 mars 2010 et ont acquis un caractère récurrent. Lentement au fil des mois, se sont agrégés à la contestation des résultats de l'élection présidentielle puis à la demande de réintégration des députés de l'ANC injustement exclus de l'Assemblée Nationale, les aspects économiques et sociaux. Ceci du fait même que les travailleurs et les familles togolaises éprouvent dans leurs conditions de vie quotidienne un sentiment d'injustice, de mépris et d'oubli de la part de la gouvernance politique de Faure GNASSINGBE et du pouvoir RPT/AGO. Lorsque sera atteint le seuil de l'insupportable le mouvement sera alors assez fort et déterminé pour empêcher tout retour en arrière et balayer ce régime illégitime. À ce moment-là, la rue imposera nécessairement la recherche de points de convergence pour dépasser les clivages... Plus le temps passe et plus semblent s'amenuiser les chances de règlement politique consensuel. Au point où est rendu le Togo, l'idée est en train de grandir dans l'esprit du plus grand nombre de togolais que la seule solution viable capable d'imposer des changements de gouvernance radicaux dont nous avons besoin, est le départ du pouvoir de Faure GNASSINGBE et du clan RPT/AGO...

Le CHANGEMENT – TOGOSITE : KPATCHA GNASSINGBE NE SERA PLUS JUGE.

Ecrit par AMOU, LE CHANGEMENT, 11 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1220>

Morceaux choisis : «...Aujourd'hui, le dossier Kpatcha devient une arête dans la gorge du Chef de l'Etat. Tellement il y a eu vice de procédures dans ce dossier. Il y a quelques semaines, le Procureur de la République relevé de ses fonctions, a été mis à la disposition de la fonction publique. Ce rebondissement a suscité beaucoup de commentaires dans tous les milieux surtout au regard de ce précédent posé par Bakai et qui a entraîné une véritable discorde entre les membres de la famille Gnassingbé...»

FF : FAURE TROUVE UN BOUC EMISSAIRE POUR DEFAIRE LES NŒUDS DE L'AFFAIRE KPATCHA ! Le RPT, sous la férule duquel est placé le Togo depuis 30 août 1969, est passé maître dans l'art d'utiliser certains de ses plus fidèles serviteurs jusqu'à user la corde, puis de les désigner comme bouc-émissaires pour résoudre les problèmes politiques. Voici paraît-il que Robert BAKAI, ex-Procureur de la République, qui a dirigé l'enquête sur le « soi-disant » coup-d'Etat de Kpatcha GNASSINGBE, depuis le 12 avril 2009 jusqu'à la récente décision qui l'a relevé de ses fonctions, serait le seul responsable de l'imbroglio judiciaire et de l'impasse juridique dans laquelle se trouve aujourd'hui le pouvoir. Dans ce dossier extrêmement sensible, tout semble indiquer pour de nombreux observateurs, qu'il s'agit en fin de compte d'un simple règlement de comptes entre membres du clan GNASSINGBE, qui a eu pour seul effet en deux ans de cristalliser encore plus les rancœurs que nourrissent réciproquement les uns à l'égard des autres. Quant au rôle du procureur Robert BAKAI, qui pourrait croire un seul instant que tous ses actes, tous les faits et gestes qu'il a accomplis dans cette affaire en deux ans, n'ont pas été étroitement surveillés au plus haut niveau ? Ceci, dans la mesure où il semble que l'on trouve encore une fois la patte du sorcier Blanc au masque noir, celui qui signe ses articles Koffi SOUZA sur republicoftogo.com, dans la « confection » des éléments à charge du dossier Kpatcha ! L'éviction de Robert BAKAI ne règlera peut-être pas tous les problèmes de ce dossier !

CAR-CDPA-PRR-UDS TOGO, UNE COALITION MORT-NEE

Ecrit par Tino KOSSI, LIBERTE HEBDO, 11 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1219>

Morceaux choisis : «...Comme le disait l'artiste ivoirien Tiken Jah Fakoly, l'éléphant annoncé est arrivé, ou plutôt arrive avec un pied cassé. La coalition risque de ne jamais voir le jour...puisque des dissensions internes sont déjà signalées...» «...L'opinion s'interroge sur l'opportunité même de cette coalition, que certains qualifient de celle de « trois perclus et d'un néant politiques ». L'union fait la force, et tout regroupement ne serait que le bienvenu ; mais celui-ci inspire très peu confiance...»

FF : L'OPPOSITION SE CHERCHE... MAIS NE S'Y RETROUVE PAS ! Est-il possible de recomposer sérieusement l'opposition politique au Togo, compte-tenu des impératifs d'urgence qu'appelle la situation sociale, économique et politique du pays ? Oui semble-t-il, à la condition que l'initiative soit sérieuse et consensuelle et ne tourne pas à un « bal des prétendants » qui fait la part belle à des combinaisons politiciennes stériles entre candidats qui ne représentent qu'eux-mêmes selon les chiffres « officiels ». Le poids électoral réel dans l'opinion est bien jusqu'ici le seul critère objectif pour évaluer l'influence des formations politiques. C'est là semble-t-il que se trouve au Togo la pierre d'achoppement. Notamment avec le problème existentiel d'un certain nombre de dirigeants politiques qui malgré leurs gesticulations ne sont pas reconnus par le Peuple comme de vrais leaders d'opinion. En l'absence de vérité des urnes garante de la démocratie - puisque les résultats des élections, scrutin après scrutin, sont invariablement truqués pour permettre au clan GNASSINGBE de se maintenir au pouvoir, très minoritairement et sans soutien populaire - il est difficile de dresser une carte du paysage politique qui reflète la réalité de l'influence politique réelle de chacun des partis en présence.

Il est utile ici de rappeler les évolutions électorales entre 2007 et 2010. Lors de l'élection présidentielle du 4 mars 2010, sur sept candidats ayant concouru, les résultats définitifs proclamés par la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) consacrent une situation de bipartisme politique dominant entre le RPT (aujourd'hui alliance RPT/AGO) et le FRAC. En effet, avec des scores respectifs de 60,92% et 33,94%, Faure GNASSINGBE et Jean-Pierre FABRE totalisent 94,86% des suffrages exprimés. Les cinq autres candidats se partagent 5,14% en obtenant « officiellement » : 2,96% (AGBOYIBO Yawovi), 0,85% (KODJO Agbéyomé),

0,66% (ADJAMAGBO-JOHNSON K.), 0,41% (KAGBARA Bassabi) et 0,30% (LAWSON Jean Nicolas). Sans velléité de vouloir réécrire le très mauvais scénario du film de la dernière élection présidentielle (campagne électorale et contestation postélectorales comprises), force est de constater le caractère ubuesque de la situation et l'impossibilité de déterminer avec exactitude l'influence réelle des partis. Ainsi, entre le 14 octobre 2007 (élection législative au scrutin proportionnel) et la présidentielle (scrutin uninominal à un tour) du 4 mars 2010, ce sont 182.197 voix qui se sont évaporées pour Jean-Pierre FABRE candidat du FRAC. L'UFC avait à l'époque obtenu 874.751 voix (38,06%) faisant quasiment jeu égal avec le RPT 924.615 voix (40,23%) soit un écart infime de 49 864 voix et de 2,17% entre les deux formations. Deux ans et demi plus tard le candidat de l'UFC perd 182.197 voix (- 4,13%) pendant que celui du RPT en gagne 317.794 (+20%) et que les autres partis qui ont pris part aux deux scrutins sont devenus quasiment inaudibles. Ainsi les mêmes petits partis qui présentaient des candidats à la fois à l'élection législative et à la présidentielle, représentaient 11,04 % en 2007 et ne représentent plus en 2010 que 4,29%. Si l'on considère enfin l'écart de participation entre les deux scrutins - avec 67.861 suffrages de moins exprimés à la présidentielle (2.119.829) qu'à la législative (2.187.690) ce qui représente à peine 3% - celui-ci est insignifiant pour expliquer sérieusement les glissements tels que révélés par les résultats définitifs publiés par la CENI et proclamés par la Cour Constitutionnelle.²

Dans un tel contexte l'heure n'est pas à de petits calculs politiques pour tenter de reconstituer des pôles de résistance en ordre séparé. Le Togo est malade des dirigeants d'une opposition politique, incapable de trouver un front commun pour lutter.

TOGOSITE : LE FRAC EXIGE LE RETOUR DES DEPUTES ANC A L'ASSEMBLEE NATIONALE ET L'ABANDON DU PROJET DE MODIFICATION DE LA CONSTITUTION

Publié par TOGOSITE, 10 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1216>

Morceaux choisis : «... Le FRAC constate que ce projet de modification de la Constitution intervient avec une précipitation manifeste qui cache mal la panique du régime RPT. En effet, suite à la décision de l'Union Interparlementaire (UIP), exigeant le rétablissement dans leurs droits, des députés ANC, le retour à l'Assemblée nationale de ces derniers est un obstacle absolu aux desseins obscurs de tripotage de la Constitution de notre pays par le système RPT...»

FF : LES INSTITUTIONS TOGOLAISES A L'EPREUVE DU JEU ANTI-DEMOCRATIQUE ! La récente condamnation avec demande de réintégration immédiate contre l'exclusion des 9 députés ANC de l'Assemblée Nationale - obtenue par le pouvoir RPT/AGO encore une fois grâce au concours de la Cour Constitutionnelle du Togo - prononcée par l'Union Interparlementaire (UIP) est un acte supplémentaire qui accentue la mise à l'index du Togo par nombre d'organisations internationales. Il est évident que l'exclusion des députés de l'ANC accentue le déficit démocratique, amoindrit le poids des contre-pouvoirs qui sont la pierre angulaire de toute démocratie moderne et renforce le caractère dictatorial du régime de Faure GNASSINGBE. Sans la réintégration des 9 députés de l'ANC, il n'y aura pas d'opposition véritable dans les débats au parlement. La énième réforme constitutionnelle actuellement en préparation sera donc applicable si elle est votée et pourrait avoir pour effet de renforcer la contestation populaire de l'oligarchie au pouvoir...

LIBERTE - TOGOSITE : LE RPT ET L'UFC ENTAMENT SEULS LES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET CONSTITUTIONNELLES

Ecrit par R. KEDJAGNI, LIBERTE HEBDO, 3 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1192>

² Sources :

1 - MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DE L'UNION EUROPEENNE AU TOGO ELECTIONS LEGISLATIVES DU 14 OCTOBRE 2007 RAPPORT FINAL - COUR CONSTITUTIONNELLE REPUBLIQUE DU TOGO DECISION N°E-021/07 DU 30 OCTOBRE 2007

2 - TOGO RAPPORT FINAL ELECTION PRESIDENTIELLE MARS 2010 UNION EUROPEENNE MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE - COUR CONSTITUTIONNELLE REPUBLIQUE DU TOGO DECISION N°E-012/10 DU 17 MARS 2010

Morceaux choisis : «...Le RPT et l'UFC entament seuls les réformes institutionnelles et constitutionnelles...»
«...Mais comptant sur une majorité mécanique à l'Assemblée nationale, le tandem RPT-UFC veut opérer un autre coup de force en modifiant certains articles de la Constitution togolaise...»

FF : TOGO : APRES LA LOI LIBERTICIDE LA CONSTITUTION TRIPATOUILLEE ! Que peut-on attendre de positif en matière de révision constitutionnelle, d'un régime politique qui vole les élections depuis 40 ans et a piétiné durant la même période à maintes reprises la constitution togolaise et le règlement interne de l'Assemblée nationale ? Il y a tout lieu de penser que c'est un nouveau coup d'Etat institutionnel qui est aujourd'hui en préparation à l'Assemblée Nationale. La seule nouveauté c'est que cette fois le RPT ne sera pas seul à la manœuvre mais sera assisté par les AGO sous la houlette de Gilchrist OLYMPIO. Une chose est sûre, avec Faure GNASSINGBE et son nouveau tandem RPT/AGO, nous pourrions assister à un durcissement des atteintes aux libertés publiques, dans la perspective de lendemains qui pourraient être moins calmes pour le pouvoir en raison d'une montée de la contestation populaire de l'oligarchie régnante.

LIBERTE - TOGOSITE : ASSASSINAT POLITIQUE OU CRIME CRAPULEUX ?

Ecrit par Olivier ADJA, LIBERTE HEBDO, 28 mai 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1146>

Morceaux choisis : «...Son père a déclaré être venu dans la matinée et avoir sonné en vain. C'est dans la soirée que le corps criblé de balles a été découvert par ses frères qui ont escaladé le mur de la maison. Sachant qu'il habite seul dans la maison, les malfrats ont brisé les ampoules extérieures avant de l'attaquer dans la maison. Les gens ont entendu des tirs mais ils ne sont pas sortis pour voir ce qui se passait...»

FF : DISPARITION DE GASTON VIDADA, UNE NOUVELLE AFFAIRE AGBOBLI ? Le caractère criminel des circonstances de la disparition de Gaston VIDADA, semble laisser perplexe les observateurs si l'on s'en tient aux constats rapportés jusqu'ici par la presse. Le caractère très controversé des engagements politiques du personnage, avec sa participation à l'aventure de l'Alliance jusqu'au divorce entre Dahuku PERE et Agbéyomé KODJO, puis le nouveau divorce entre lui et Agbéyomé KODJO - avec le rôle personnel joué par VIDADA dans la tentative de dissolution d'OBUTS, une affaire qui a défrayé la chronique judiciaire durant plusieurs mois après la présidentielle de 2010 - avaient conduit de nombreux observateurs à conclure à son instrumentalisation par le RPT. La création récente de l'« Union des forces de l'avenir » (UFA) qu'il dirigeait et qui avait pris part à l'initiative de Front Sage de Jean DEGLI (qui semble aujourd'hui avortée) et à laquelle avait également participé OBUTS d'Agbéyomé KODJO, montre que Gaston VIDADA semblait avoir adopté des options politiques à géométrie très variable. Il semble difficile pour l'instant de déterminer la véritable nature de l'assassinat comme semblait le faire un peu vite « Republicoftogo.com » le 26 mai 2011 qui concluait péremptoirement : « L'assassinat n'est pas politique, mais plutôt crapuleux » (<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Faits-divers/Vidada-retrouve-crible-de-balles>). Selon les premiers témoignages, le fait que rien n'ait été dérobé dans la maison renforce le caractère énigmatique de cette disparition. Rappelons pour mémoire qu'à ce jour et depuis le mois d'août 2008, l'enquête sur la disparition tragique du Directeur de journal, politologue, historien et ancien ministre togolais Atsutsè Kokouvi AGBOBLI, qui a conclu à une mort par noyade reste contestée par les défenseurs de la famille, en raison des nombreuses incohérences relevées par ces derniers dans le dossier. A ce titre, il y a lieu de ne pas comparer les objectifs politiques très différents D'AGBOBLI et de VIDADA.

TOGO Social-Santé

MO5-TOGO : GREVE DANS LES HOPITAUX AU TOGO : DOUZE MORTS A LA MI-JOURNEE

Ecrit par F. DZIDULA, MO5-TOGO, 15 Juin 2011 : <http://www.mo5-togo.com/societe/2767-greve-dans-les-hopitaux-au-togo-douze-morts-a-la-mi-journee.html?d74cce44e121977e49863bb5e892f512=ffaed2262951581f402f37bff7ce9a36>

Morceaux choisis : «...Douze morts, selon les sources hospitalières, tel est le bilan à la mi-journée de la première journée de grève de 4 jours décrétée par le SYNPHOT à la suite de l'échec des négociations avec le gouvernement...» ... «...Selon une source proche du syndicat, au dernier round des négociations, le gouvernement au lieu de faire un geste en faveur des grévistes a préféré revenir sur ces propositions d'avant...»

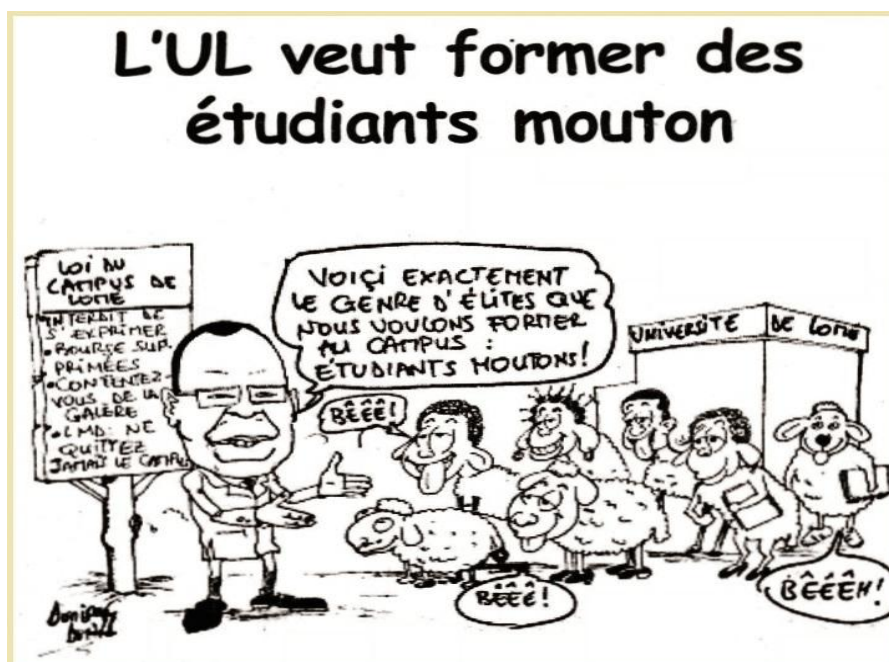
FF : LA FORCE ARMEE REMPLACE LE DIALOGUE SOCIAL ! Comme pour les étudiants le pouvoir a durci sa position en réprimant le mouvement des personnels hospitaliers comme à l'hôpital de Bè où de tirs de gaz lacrymogènes ont été constatés. Pendant ce temps la situation de plus en plus critique empire dans les hôpitaux. Faure GNASSINGBE et son gouvernement RPT/AGO devraient méditer sur le fait, qu'après tant de promesses gouvernementales non-tenues et un blocage de leurs revenus depuis plusieurs années, des médecins et des personnels de santé dont la mission est de protéger la vie, en sont réduits à la dernière extrémité pour espérer être entendus, celle de ne plus assurer la continuité du service public, c'est vraiment que leur situation sociale est très grave. Mais il est vrai que Faure est en voyage permanent à l'étranger et n'a donc pas le temps de réfléchir... !

LIBERTE HEBDO- TOGOSITE : LA MISERE DES TOGOLAIS REJOUIT-ELLE LES DIRIGEANTS ?

Ecrit par Alain SIMOUBA, LIBERTE HEBDO, 6 juin 2011, <http://www.togosite.com/?q=node/1202>

Morceaux choisis : «...Les autorités togolaises qui ont promis de placer l'année 2011 sous le signe de l'amélioration du quotidien des Togolais, en sont à se contredire à n'en plus finir. La même année 2011, elles ont procédé à l'augmentation de 20% environ du prix de l'électricité. Vendredi dernier, elles ont procédé à une augmentation de 5% du prix du carburant...»

FF : MISERERE TOGO ! Sous le règne de Faure GNASSINGBE l'expression « Pauvres togolais » est passée du rang de la métaphore à celui d'expression courante. En infligeant toujours plus d'épreuves aux togolais depuis sa réélection usurpée du 4 mars 2010, Faure semble apparemment ne tirer aucune leçon du caractère éminemment social des motivations qui depuis le début de l'année 2010 font se mouvoir des millions de manifestants à travers l'Afrique. Celles-ci ont conduit aux révolutions de Tunisie et d'Egypte et peut-être demain au Moyen-Orient feront-elles tomber les régimes dictatoriaux du Yémen ou en Syrie ou plus près de nous du Burkina Faso. Aujourd'hui, les mouvements des « indignés » dans plusieurs pays d'Europe ou la résistance des travailleurs grecs et portugais contre des pouvoirs qui veulent leur imposer des cures d'austérité de plus en plus insupportables semblent conduire à une mondialisation de la contestation des oligarchies régnautes. Les travailleurs et les étudiants togolais en lutte seraient bien inspirés de suivre l'adage « quand on a dépassé les bornes il n'y a plus de limites », en imaginant les modalités d'une coordination des différentes contestations sociales pour la création d'un front commun.



Donald DONISEN Liberté